COMPTE RENDU DU CSAL DU 12 JANVIER 2024

Ce CSAL était la reconvocation du CSAL du 12/12/2023.

Solidaires Finances Publiques (SFP) a lu une déclaration liminaire dont copie jointe, puis la CGT Finances Publiques.

L'ordre du jour de ce CSAL était le suivant :

- Approbation du procès verbal du CSAL du 03/10/2023 : SFP examine les P.V. et en cas d'erreurs ou d'omissions nous le signalons pour modification à la Direction. Dans la mesure où les propos de SFP étaient correctement retranscrits, nous avons voté favorablement. Une organisation a relevé des erreurs dans la retranscription de ses propos et a voté contre.

- Suivi des engagements : SFP a redemandé la liste des départs à la retraite 2024 connus ainsi que les demandes de départ à la retraite progressive. Le recensement est en cours par le service R.H. et la Direction transmettra les informations avant le mouvement.

- Règlement intérieur : La Direction n'a repris aucun des amendements proposés par les organisations syndicales. En conséquence, nous avons voté unanimement contre le RI. Par contre nous avons voté favorablement sur le RI modifié par les OS. De plus nous avons réitéré nos demandes de modifications en proposant une délibération (ci-jointe) reprenant l'essentiel de nos revendications sur le RI et pour laquelle nous attendons une réponse de la Direction. L'ensemble de ces documents devront être portés à la connaissance des agents par l'intermédiaire du site Ulysse Aude.

- Point d'étapes Nouveau Réseau de Proximité : Les Organisations syndicales ont déploré le peu d'informations transmises sur le bilan NRP. Ce manque d'informations ne permet pas un bilan exhaustif du sujet au regard de la qualité des missions, de l'organisation interne et du ressenti des agents.
SFP a notamment exprimé son incompréhension face à la carte fournie du réseau de proximité après NRP avec une présence de la DGFIP dans 37 communes, qui ne correspondait aucunement à la réalité. En fait, il s'agissait d'une carte prévisionnelle.
Le tableau des économies réalisées communiqué par la Direction ne prend pas en compte le bilan global financier de la réforme : la Direction se focalise sur les économies de loyers, de fluides… des Trésoreries fermées mais oublie le coût des installations des Maisons France Services, des primes versées au personnel DGFIP déplacé, … Leur bilan est donc complètement tronqué.

- Questions diverses :
Nous avons interpelé la Direction sur les omissions d'attribution de la prime GMBI. La Direction nous confirme que les oublis que nous avons fait remonter seront régularisés sur la paye de janvier.
Pour les problèmes de chauffage de la cité, la Direction est encore dans l'attente de la finalisation de l'étude par les ingénieurs de l'entreprise et elle nous a assuré qu'elle nous en informera.
Suite à notre interpellation sur la problématique du parking, la Direction est en attente d'information de la Mairie pour les locaux ex-EDF, et souhaite mettre en place un groupe de réflexion sur la gestion des places de parking.